

AMNESTY INTERNATIONAL

Déclaration publique

Index AI : EUR 56/004/2008 (Public)
ÉFAI
10 août 2008

Géorgie. Ossétie du Sud - La protection des civils doit être la principale priorité de la Géorgie et la Russie

Amnesty International appelle toutes les parties au conflit en Ossétie du Sud à respecter pleinement le droit international humanitaire afin de protéger les civils des hostilités.

Les combats qui se déroulent depuis quelques jours en Ossétie du Sud, une région litigieuse, auraient fait de nombreuses victimes civiles. Bien que le décompte des morts et des blessés civils varie selon les sources, le nombre des victimes et le déroulement des événements étant difficiles à établir de façon indépendante, les images reçues et les reportages montrent que des biens civils ont été endommagés du fait des attaques menées par les deux parties.

À Tskhinvali, par exemple, capitale de l'Ossétie du Sud, des dizaines de bâtiments civils auraient été détruits par les forces géorgiennes ; des maisons, des bâtiments administratifs, un magasin de jouets, l'université et l'hôpital républicain auraient été touchés. Le 9 août, des bombes russes ont frappé un quartier résidentiel de Gori, une ville située dans le centre de la Géorgie.

Amnesty International demande instamment à toutes les parties au conflit de s'abstenir de procéder à des attaques visant directement des personnes ou des biens civils. Elle leur demande également de renoncer aux opérations militaires qui ne font pas de distinction entre cibles militaires et cibles civiles, ainsi qu'aux attaques ayant un impact disproportionné sur des personnes ou des biens civils. Selon Amnesty International, il est à craindre que certaines attaques perpétrées en Ossétie du Sud ne constituent des crimes de guerre.

En outre, la Géorgie et la Russie doivent assurer la protection des personnes fuyant les combats et leur assurer un passage sécurisé ; il faut que l'aide humanitaire puisse parvenir sans restriction à toutes les personnes se trouvant dans les zones affectées par les combats.

Amnesty International demande instamment que le droit international humanitaire, notamment la protection des civils, soit scrupuleusement respecté dans les hostilités connexes qui auraient éclaté dans les gorges de Kodori en Abkhazie, autre région litigieuse de Géorgie.

Amnesty International demande également instamment à la communauté internationale de faire tous les efforts en son pouvoir pour que toutes les parties au conflit respectent le droit

international humanitaire, et fassent de la protection des civils et d'une solution négociée au conflit une priorité absolue.

Complément d'information

Après des mois d'une tension de plus en plus vive et de récentes escarmouches, le ton entre la Géorgie et la région séparatiste d'Ossétie du Sud est monté d'un cran le 8 août 2008 au matin pour se transformer en une confrontation sérieuse, la plus grave depuis la trêve de 1992 qui avait alors mis fin à la guerre civile. L'accord de cessez-le-feu comprenait la mise en place d'une force tripartite de maintien de la paix composée de bataillons russes, ossètes et géorgiens. Les troupes géorgiennes ont lancé ce qui apparaît comme une offensive militaire coordonnée contre Tskhinvali, capitale de l'Ossétie du Sud, pour « *restaurer l'ordre constitutionnel* ». Le président russe Dimitri Medvedev a réagi en envoyant de nouvelles troupes appuyées par des chars pour renforcer celles déjà stationnées en Ossétie du Sud dans le cadre du cessez-le-feu, avec l'objectif déclaré de rétablir le statu quo.

Les forces géorgiennes et russes se sont alors engagées dans ce qui a été décrit comme de violents combats dans et autour de Tskhinvali ; le 10 août, la Géorgie a déclaré avoir retiré ses troupes de Tskhinvali et d'Ossétie du Sud et les avoir déplacées plus au sud sur les positions qu'elles occupaient avant que n'éclatent les hostilités actuelles. Selon des informations parvenues plus tard dans la journée, la Géorgie aurait ordonné à ses troupes de cesser le feu. De nombreuses victimes civiles ont été signalées, mais toute vérification indépendante reste difficile. La Russie aurait également bombardé le port de Poti, sur la Mer Noire et la ville de Gori, située juste au sud de la région litigieuse, où se trouvent trois bases militaires géorgiennes - là encore, faisant des victimes civiles.

Des milliers de personnes auraient fui la région pour se réfugier notamment dans la république russe d'Ossétie du Nord. Les parties russe et géorgienne ont toutes deux fait état de morts et de blessés parmi les soldats impliqués dans le conflit.